



Il y a urgence sociale !

Les organisations syndicales et de jeunesse ont fait l'analyse de la situation économique et sociale qui s'annonce tendue pour les prochaines semaines et en particulier à la rentrée de septembre.

La pandémie a durablement affecté de nombreux secteurs d'emploi par exemple dans le domaine de la production industrielle, le tourisme, la restauration, le spectacle, le commerce... Les services publics ont démontré leur rôle de première importance que ce soit dans la santé, l'éducation, les administrations, au plus près des usagers, sans reconnaissance, ni en terme d'emplois à créer, ni en augmentation de salaire pour les personnels.

De nombreuses suppressions d'emploi sont engagées, par le biais de plans sociaux, de licenciements individuels et beaucoup de salarié-es notamment dans les petites et moyennes entreprises sont dans l'incertitude, et cela, malgré un fort recours au chômage partiel et des aides sans conditionnalité. Certaines entreprises profitent de l'effet d'aubaine pour licencier. L'intersyndicale souligne le rôle majeur des syndicats dans le combat pour préserver l'emploi, améliorer les conditions de travail et les rémunérations.

Plus de 800 000 jeunes risquent d'être sacrifiés dès septembre, privés de l'accès à la fois aux formations initiales, ou empêchés dans leur recherche du premier emploi. Cette situation est d'autant plus préoccupante que le gouvernement refuse d'abroger une réforme de l'assurance chômage qui touche particulièrement les salariés les plus précaires.

La population pensait la réforme régressive du régime de retraite enterrée, le système universel par points avait été arrêté mi-mars en raison de l'épidémie après des mois de mobilisations historiques et majoritaires dans le pays.

Le Président de la République et son nouveau gouvernement veulent la remettre au centre de leurs projets dès cet été. La crise sanitaire a pourtant démontré ce que nous disions cet hiver pendant le mouvement social : le système universel par points ne résisterait pas à une chute vertigineuse du PIB et entraînerait inéluctablement un effondrement des pensions des actifs, futurs retraité-es, comme des retraité-es actuels.

Le gouvernement annonce un « grand plan pour la jeunesse ». Nous exigeons qu'il en termine enfin avec la précarité des jeunes, apporte des droits et des accompagnements supplémentaires. Il ne peut reposer sur des contrats de travail au rabais et de nouvelles exonérations compromettant plus encore le financement de la protection sociale.

Face à tous ces risques de régression sociale en matière d'emploi, de salaires et de protection sociale, en particulier en matière de retraite, les organisations syndicales et de jeunesse restent mobilisées durant l'été et à la rentrée !

Paris, le 08 juillet 2020